



Ville de Pirae
POLYNÉSIE FRANÇAISE TAHITI

Cachet S.A.I.D.V. :



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DELIBERATION N° 009 / 2018 DU 27 MARS 2018

Définissant les modalités de paiement des cotisations de retraite complémentaire d'élus pour les exercices de 1980 et de 1983 à 2000.

Date de convocation : 21 mars 2018	L'an deux mille dix-huit, le vingt-sept mars, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de Madame Yvette LICHTLE, première adjointe au Maire. Conformément à l'article L.2121-15 du Code général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance. Monsieur Heimana TAURAA et Madame Eliane LECHENE ont été désignées pour remplir cette fonction.
Date d'affichage : 21 mars 2018	
Date d'affichage du compte-rendu : 28 mars 2018	
Date d'affichage de la présente délibération : 29 MARS 2018	
Résultats des votes :	

VOTANTS	28
POUR	28
CONTRE	00
ABSTENTION	00

ELUS EN EXERCICE	33
PRESENTS	22
PROCURATION	07

La délibération est adoptée à l'unanimité

	Présent	Absent	Procuration à
M. Edouard FRITCH		X	
Mme Yvette LICHTLE née BOHL	X		
M. Abel TEMARII	X		
Mme Marie Madeleine MAO		X	
M. Félix ATEM	X		
Mme Lorraine HUNTER née MO TAM PO	X		
M. Heimana TAURAA	X		
Mme Eliane LECHENE née LAUZUN	X		
M. Yvonnick RAFFIN	X		
Mme Yvannah TIXIER née POMARE	X		
M. Jean CHICOU	X		
Mme Miriama MACE		X	Christophe TAURAATUA
M. Jean-Claude PAQUIER		X	Irvine PARO
Mme Doris RAUFEA née DROLLET	X		
M. Léon MAKE	X		
Mme Maire SVARC	X		
M. Christophe TAURAATUA	X		
M. Samuel MOO SUNG	X		
M. Maono TERE		X	Rosana TEHOIRI
M. Christophe TEO		X	Raiarii TETOOFA
Mme Riveta URAHUTIA		X	Heimana TAURAA
M. Milton PARAUE	X		
Mme Taiana TEPU née THUNOT	X		
Mme Turere FOLIAKI née BAMBRIDGE		X	Yvette LICHTLE
Mme Rosana TEHOIRI	X		
M. Kapo MOU KAM TSE	X		
Mme Keehi WONG		X	
Mme Raiarii TETOOFA	X		
M. Irvine Tekohututoua PARO	X		
Mme Béatrice VERNAUDON		X	Maiana BAMBRIDGE
Mme Maiana BAMBRIDGE	X		
M. Théodore TETUAETARA		X	
Mme Thilda HAREHOE née GARBUTT	X		
TOTAL	22	11	7 procurations

DELIBERATION N° 009/2018 du 27 MARS 2018**Définissant les modalités de paiement des cotisations de retraite complémentaire d'élus pour les exercices de 1980 et de 1983 à 2000****LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE PIRAE**

- VU La loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics ;
- VU la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004, complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- VU le code général des collectivités territoriales applicable en Polynésie française ;
- VU l'arrêté n° 173/AA du 30 janvier 1965 instituant la commune de Pirae ;
- VU l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ;
- VU Le décret n° 70-1277 du 23 décembre 1970 modifié portant création d'un régime de retraites complémentaire des assurances sociales en faveur des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques ;
- VU le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs
- VU l'arrêté du 30 décembre 1970 relatif aux modalités de fonctionnement du régime de retraites complémentaire des assurances sociales institué par le décret du 23 décembre 1970 ;
- VU les délibérations n°67/79 du 4 décembre 1979, n°7/81 du 10 février 1981, n°6/82 du 18 janvier 1982, n°3/83 du 24 janvier 1983, n°42/83 du 7 avril 1983, n°86/83 du 28 novembre 1983, n°39/84 du 7 novembre 1984, n°46/85 du 18 novembre 1985, n°11/87 du 23 mars 1987, n°56/87 du 10 décembre 1987, n°19/89 du 26 janvier 1989, n°46/89 du 23 mars 1989, n°41/94 bis du 9 août 1994, n°52/94 du 20 décembre 1994, n°10/95 du 3 juillet 1995, n°49/97 du 12 juin 1997, n°84/98 du 24 novembre 1998, fixant les indemnités des élus de la municipalité de Pirae ;
- VU le décret n° 2011-1551 du 15 novembre 2011 portant diverses dispositions relatives à la fonction publique des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que leurs établissements publics administratifs ;
- VU les nécessités de service public ;
- VU les explications fournies par Madame Yvette LICHTLE, première adjointe au Maire ;

Exposé des motifs :

La commune doit déclarer annuellement les indemnités des élus à l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (IRCANTEC) et payer mensuellement les parts patronales et salariales correspondantes.

Or, en 1980 et de 1983 à 2000, la commune n'a procédé ni à ces déclarations, ni aux versements idoines.

En l'absence de prescription, il convient donc de procéder à la régularisation de cette situation en versant les cotisations salariales et patronales pour les années concernées.

La régularisation proposée permettra :

1. d'autoriser, d'une part, le paiement des cotisations salariales et patronales à l'IRCANTEC au titre des années dues, soit **8 379 132 F CFP** ;
2. de procéder, d'autre part, à la remise gracieuse des cotisations salariales des élus décédés à la date du rendu exécutoire de la délibération, soit **1 253 382 F CFP** ;
3. et enfin d'émettre un titre de recette correspondant aux cotisations salariales dues par les autres élus, en remboursement des sommes avancées par la commune, soit **2 096 299 F CFP**.

Après en avoir délibéré en sa séance du 27 mars 2018 ;

ADOPTE :

Article 1^{er} : Le maire est autorisé, à titre de régularisation, à procéder au paiement des cotisations patronales et salariales de retraite complémentaire du maire et d'adjoints au maire, à l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (IRCANTEC) pour les exercices de 1980 et de 1983 à 2000.

Le montant global est de huit millions trois cent soixante-dix-neuf cent trente-deux francs pacifique (8 379 132 F CFP) décomposé comme suit :

- Cotisations patronales : cinq millions vingt-neuf mille quatre cent cinquante et un francs pacifique (5 029 451 F CFP),
- Cotisations salariales : trois millions trois cent quarante-neuf six cent quatre-vingt-un francs pacifique (3 349 681 F CFP).

tel que défini en annexe de la présente délibération.

La dépense est imputable au budget de la commune de Pirae, articles 6531 et 6533.

Article 2 : Une remise gracieuse de la part salariale est accordée aux élus décédés à la date du rendu exécutoire de la présente délibération et tels que précisés en annexe de la présente délibération.

La dépense est arrêtée à la somme d'un million deux cent cinquante-trois mille trois cent quatre-vingt-deux francs pacifiques (1 253 382 F CFP) tel que défini en annexe.

Article 3 : Les cotisations salariales acquittées pour les élus autres que ceux mentionnés à l'article 2, telles que définies en annexe de la présente délibération, sont remboursées par les intéressés après émission d'un titre de recette correspondant au montant des cotisations dues.

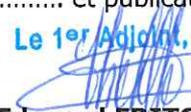
Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de la Polynésie française peut être saisi par la voie du recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa date de publication.

Article 5 : Le Directeur général des services et le Chef de service des Ressources sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, communiquée partout où besoin sera.

La première adjointe au Maire,


Yvette LICHTLE

Acte rendu exécutoire après envoi à la Subdivision administrative
Le 29 MARS 2018 et publication du 29 MARS 2018

Le 1^{er} Adjoint,

Edouard FRITCH
Le Maire



ANNEXE n°1 A LA DELIBERATION N° 009/2018 du 27 mars 2018.

Les cotisations du maire et d'adjoints au maire sont acquittées, à titre de régularisation, à l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (IRCANTEC) par la commune de Pirae pour les exercices 1980 et de 1983 à 2000, soit la somme totale de huit millions trois cent soixante-dix-neuf et cent trente-deux francs pacifique (8 379 132 F CFP).

Pour les élus décédés :

Date Rubriques	MONTANT TOTAL		MONTANT TOTAL		MONTANT TOTAL		MONTANTS DES COTISATIONS	
	Indemnités (BRUT)	Cotisations salariales	Cotisations salariales	Cotisations patronales	TOTAL		TOTAL	
1980	1 620 000 XPF	13 608 XPF	13 608 XPF	20 412 XPF	34 020 XPF		34 020 XPF	
1983	3 363 264 XPF	37 669 XPF	37 669 XPF	56 503 XPF	94 171 XPF		94 171 XPF	
1984	3 928 896 XPF	44 004 XPF	44 004 XPF	66 005 XPF	110 009 XPF		110 009 XPF	
1985	3 928 896 XPF	44 004 XPF	44 004 XPF	66 005 XPF	110 009 XPF		110 009 XPF	
1986	4 610 520 XPF	51 638 XPF	51 638 XPF	77 457 XPF	129 095 XPF		129 095 XPF	
1987	4 889 988 XPF	54 768 XPF	54 768 XPF	82 152 XPF	136 920 XPF		136 920 XPF	
1988	4 889 988 XPF	68 460 XPF	68 460 XPF	102 690 XPF	171 150 XPF		171 150 XPF	
1989	3 737 358 XPF	73 252 XPF	73 252 XPF	109 878 XPF	183 131 XPF		183 131 XPF	
1990	3 353 148 XPF	65 722 XPF	65 722 XPF	98 583 XPF	164 304 XPF		164 304 XPF	
1991	3 353 148 XPF	70 751 XPF	70 751 XPF	106 127 XPF	176 879 XPF		176 879 XPF	
1992	3 353 148 XPF	75 446 XPF	75 446 XPF	113 336 XPF	188 782 XPF		188 782 XPF	
1993	3 353 148 XPF	75 446 XPF	75 446 XPF	113 336 XPF	188 782 XPF		188 782 XPF	
1994	3 503 694 XPF	78 833 XPF	78 833 XPF	118 425 XPF	197 258 XPF		197 258 XPF	
1995	4 586 973 XPF	103 207 XPF	103 207 XPF	155 040 XPF	258 247 XPF		258 247 XPF	
1996	3 360 000 XPF	75 600 XPF	75 600 XPF	113 568 XPF	189 168 XPF		189 168 XPF	
1997	3 260 000 XPF	73 350 XPF	73 350 XPF	110 188 XPF	183 538 XPF		183 538 XPF	
1998	3 216 000 XPF	72 360 XPF	72 360 XPF	108 701 XPF	181 061 XPF		181 061 XPF	
1999	3 397 600 XPF	76 446 XPF	76 446 XPF	114 839 XPF	191 285 XPF		191 285 XPF	
2000	4 392 000 XPF	98 820 XPF	98 820 XPF	148 450 XPF	247 270 XPF		247 270 XPF	
TOTAUX	70 097 769 XPF	1 253 382 XPF	1 253 382 XPF	1 881 695 XPF	3 135 077 XPF		3 135 077 XPF	

Pour les autres élus concernés :

Date	MONTANT TOTAL Indemnités (BRUT)	MONTANT TOTAL Cotisations salariales	MONTANT TOTAL Cotisations patronales	MONTANTS DES COTISATIONS TOTAL
1980	748 320 XPF	6 286 XPF	9 429 XPF	15 715 XPF
1983	2 681 115 XPF	30 028 XPF	45 043 XPF	75 071 XPF
1984	3 601 512 XPF	40 337 XPF	60 505 XPF	100 842 XPF
1985	3 601 512 XPF	40 337 XPF	60 505 XPF	100 842 XPF
1986	4 196 304 XPF	46 999 XPF	70 498 XPF	117 497 XPF
1987	4 196 304 XPF	46 999 XPF	70 498 XPF	117 497 XPF
1988	4 196 304 XPF	58 748 XPF	88 122 XPF	146 871 XPF
1989	5 348 934 XPF	104 839 XPF	157 259 XPF	262 098 XPF
1990	5 733 144 XPF	112 370 XPF	168 554 XPF	280 924 XPF
1991	5 733 144 XPF	120 969 XPF	181 454 XPF	302 423 XPF
1992	5 733 144 XPF	128 996 XPF	193 780 XPF	322 776 XPF
1993	5 338 204 XPF	120 110 XPF	180 431 XPF	300 541 XPF
1994	4 979 230 XPF	112 033 XPF	168 298 XPF	280 331 XPF
1995	8 464 770 XPF	190 457 XPF	286 109 XPF	476 567 XPF
1996	7 788 000 XPF	175 230 XPF	263 234 XPF	438 464 XPF
1997	8 879 667 XPF	199 793 XPF	300 133 XPF	499 925 XPF
1998	9 088 000 XPF	204 480 XPF	307 174 XPF	511 654 XPF
1999	7 785 733 XPF	175 179 XPF	263 158 XPF	438 337 XPF
2000	8 093 800 XPF	182 111 XPF	273 570 XPF	455 681 XPF
Total	106 187 141 XPF	2 096 299 XPF	3 147 756 XPF	5 244 055 XPF

Total général	3 349 681 XPF	5 029 451 XPF	8 379 132 XPF
----------------------	----------------------	----------------------	----------------------

